

## Tendances conjoncturelles

2<sup>e</sup> trimestre 2014

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

#### Une situation économique contrastée

L'activité économique de l'archipel, qui s'était inscrite en demi-teinte au trimestre précédent, affiche certains signes d'amélioration au deuxième trimestre 2014. Elle demeure toutefois contrastée.

Alors que la consommation des ménages montre des signes d'amélioration, qui se traduisent par une hausse des importations de biens de consommation et une reprise des crédits à la consommation, le niveau général des importations baisse significativement et l'investissement des entreprises reste mitigé.

L'indice des prix à la consommation des ménages, après une légère baisse au trimestre précédent, se stabilise principalement sous l'effet d'une diminution des prix de l'énergie compensée par une légère hausse des prix des produits alimentaires et des services.

Le marché de l'emploi, quant à lui, continue de s'améliorer avec une nouvelle baisse du nombre de demandeurs d'emploi et une forte croissance des offres d'emploi.

Au niveau sectoriel, le trafic vers l'archipel s'inscrit de nouveau en baisse, tandis que l'activité de la pêche industrielle et artisanale se replie.

#### CROISSANCE MODESTE DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE

**Le produit intérieur brut (PIB)** réel canadien a augmenté de 0,4 % en mai, soit une cinquième hausse mensuelle consécutive. La production des industries de services s'est accrue de 0,4 % alors que des hausses notables ont également été observées dans le commerce de gros (+1,2 %) et de détail (+0,5 %) et dans le secteur de l'immobilier. La production des industries productrices de biens s'est également améliorée de 0,5 %, tirée principalement par le secteur de la fabrication (+0,8 %) et le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière (+0,7 %). Par contre, le secteur de la finance et des assurances a enregistré un léger recul (-0,1 %).

**L'indice des prix à la consommation (IPC)** à juin progresse de 2,4 % sur un an (après +2,3 % en mai). Cette évolution est majoritairement liée à la hausse des prix du logement (+2,9 %), des aliments (+2,9 %) et des transports (2,2 %) même si l'ensemble des composantes principales de l'IPC ont augmenté. Cette tendance se retrouve dans toutes les provinces canadiennes.

**Le taux de chômage** progresse au deuxième trimestre 2014 et représente 7,1 % de la population active en juin. Cette évolution s'explique par une diminution de l'emploi chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans et chez les personnes âgées de 25 à 54 ans, alors qu'il augmente chez les personnes âgées de 55 ans et plus. À l'échelle provinciale, l'emploi a baissé en Ontario ainsi qu'à Terre-Neuve-et-Labrador, et il a progressé au Manitoba, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard.

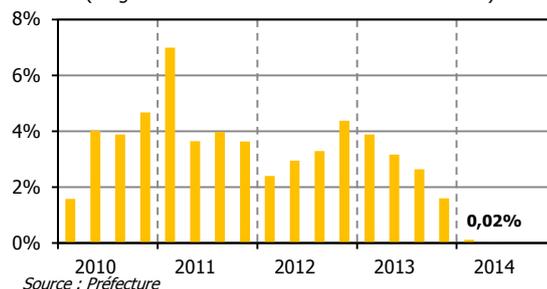
Source : Statistiques Canada

## Stabilisation de la baisse des prix

L'indice des prix à la consommation après avoir enregistré une baisse au premier trimestre (-0,5 %) se stabilise au deuxième trimestre 2014 (-0,01 %). Alors que les prix de l'énergie et plus particulièrement les prix du fioul de chauffage (-6,7 %) et des carburants (-1,4 %) sont en baisse, ceux de l'électricité et du gaz accusent une hausse sur le trimestre (+2,3 %). Quant au prix des produits alimentaires et des services, ils progressent respectivement de 0,6 % et 0,8 %.

Sur un an, le ralentissement de la hausse de l'indice des prix à la consommation, enclenché en début d'année 2013, se confirme de nouveau, avec une progression des prix quasi nulle (0,02 %). Cette évolution est majoritairement attribuable à la variation des prix du fioul (-14,1 %) qui tire l'indice vers le bas contrebalancée par la hausse des prix de l'électricité et du gaz (+6,7 %) et des prix des produits alimentaires (+1,7 %).

**Indice des prix à la consommation**  
(en glissement annuel des données trimestrielles)



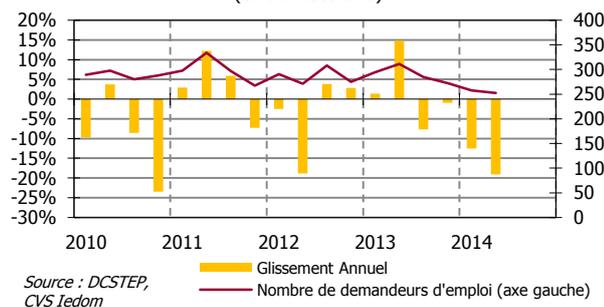
## Nouvelle amélioration du marché de l'emploi

À la fin du mois de juin 2014, le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 225 personnes (DEFM de catégorie A et B), atteignant son plus bas niveau pour un mois de juin depuis 5 ans. En termes de répartition, 21 % des demandeurs d'emploi sont inscrits dans le secteur du BTP, suivi par le secteur des services à la personne et à la collectivité (17 %), du support à l'entreprise (16 %) et du commerce (14 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi (CVS) continue de reculer même si la baisse est moins significative qu'au trimestre précédent (-2,1 % contre -5,4 %). L'évolution sur un an (-19,1 %, CVS) marque davantage cette amélioration.

Les offres d'emplois repartent fortement à la hausse (+28,9 %, CVS), après avoir enregistré une baisse au trimestre précédent (-20,5 %, CVS). Parallèlement, 83 offres ont été pourvues.

**Demandeurs d'emploi - DEFM A et B**  
(en données CVS)



## Une consommation des ménages qui reste mitigée

La consommation des ménages montre, comme au trimestre précédent, certains signes d'amélioration sans pour autant pouvoir parler d'une réelle embellie.

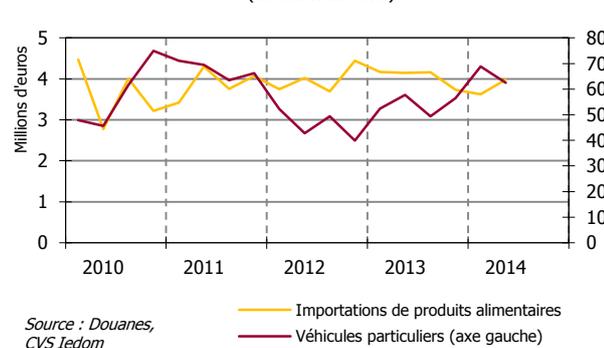
Les importations de produits alimentaires affichent une nette progression au deuxième trimestre (+9,9 %, CVS). Cependant, en glissement annuel cette augmentation ne se vérifie pas avec une baisse en valeur de 4,1 % (CVS).

Les ventes de véhicules de tourisme après deux trimestres de forte progression attribuable à une évolution de la fiscalité dans ce domaine sont en repli (-9,4 %, CVS sur le trimestre).

À l'inverse, les crédits à la consommation des ménages après une légère contraction en début d'année, retrouvent un rythme de croissance soutenu (+5,0 % sur le trimestre et +11,0 % sur un an).

Parallèlement, la dégradation des indicateurs de vulnérabilité des ménages observée au début d'année se confirme au deuxième trimestre. Les incidents de paiement sur chèques passent ainsi de 11 à 31. Le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire, quant à lui, s'inscrit en hausse (+37,5 %). Seul le nombre de décisions de retrait de carte bancaire diminue (-50 %).

**Importations des biens destinés aux ménages**  
(en données CVS)



## Un investissement des entreprises contrasté

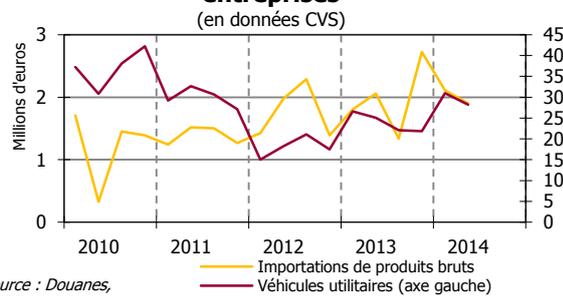
Les importations de produits bruts continuent de reculer au deuxième trimestre (-9,9 %, CVS). La tendance qui se dégage sur un an fait également état d'une diminution des importations de ces derniers par rapport à la même période en 2013 (-7,7 %, CVS). Cette évolution peut s'expliquer par un hiver plus long qu'à l'accoutumée qui a retardé la reprise de l'activité du BTP.

Les immatriculations de véhicules utilitaires enregistrent une diminution par rapport au trimestre précédent (-9,9 %, CVS). Toutefois, elles progressent significativement sur l'année (+12,4 %, CVS).

Les crédits d'investissement, pour leur part, s'élèvent à 26,7 millions d'euros, soit à un niveau similaire à celui du trimestre précédent (+0,3 %). En glissement annuel, ils continuent à s'inscrire en nette progression (+7,9 %).

Le taux de sinistralité des crédits aux entreprises qui a atteint son plus bas niveau enregistré au cours des quatre dernières années au premier trimestre continue de baisser (-6,5 %) au deuxième trimestre.

### Importations des biens destinés aux entreprises



Source : Douanes, CVS Iedom

## Baisse significative des importations

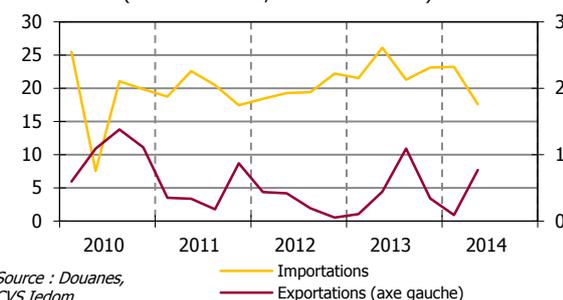
Les importations s'inscrivent en forte baisse au deuxième trimestre (-24,2 %, CVS). Cette chute s'explique principalement par une importante diminution des importations de produits pétroliers (-45,2 %, CVS) notamment d'essence et de fioul. La baisse des prix de ces derniers et des arrivées tardives de livraison d'hydrocarbures par voie maritime peuvent expliquer cette évolution. Il n'en demeure pas moins qu'on observe sur le trimestre une baisse significative des importations de produits manufacturés et des produits bruts (respectivement -17,1 % et -9,9 %, CVS).

Cette dégradation en valeur des importations se vérifie également sur l'année (-32,7 %, CVS).

Les exportations de l'archipel, habituellement exclusivement constituées de produits halieutiques affichent, quant à elles, une très forte croissance sur le trimestre (+750,9 %, CVS) en raison de ventes exceptionnelles de métaux de recyclage à destination de l'Europe.

### Échanges commerciaux

(en données CVS, en milliers d'euros)



Source : Douanes, CVS Iedom

## LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

### Repli de l'activité de la pêche industrielle et artisanale

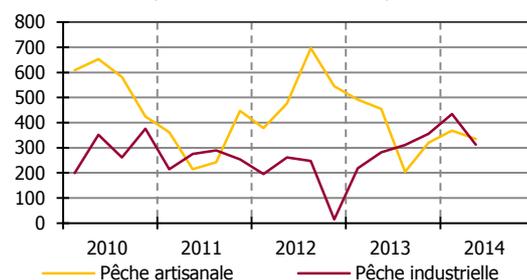
Après une évolution favorable aux cours des derniers trimestres, les prises de pêche industrielle et artisanale reculent respectivement de 28,1 % et 8,8 % (CVS) au cours du deuxième trimestre 2014.

Sur un an, seules les prises de la pêche industrielle s'inscrivent en hausse (+11,1 %, CVS), celles de la pêche artisanale étant en repli de 26,2 % (CVS).

Les activités de la pêche artisanale et industrielle totalisent 460 tonnes de prise sur le trimestre. Elles se composent pour la pêche industrielle exclusivement de flétan noir (115 tonnes) et, pour la pêche artisanale, principalement de crabe des neiges (24,1 %), de coquille (22,3 %) et de raie (21,2 %).

### Prises de pêches artisanales et industrielles

(en données CVS, en tonnes)



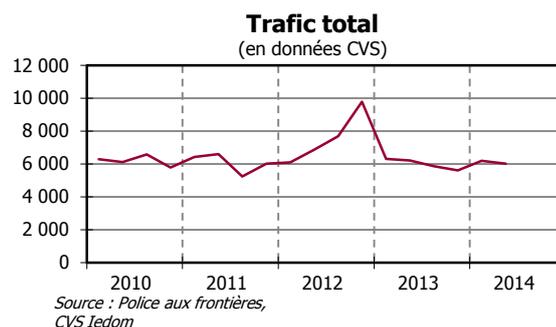
Source : DTAM / Pôle Maritime, CVS Iedom

## Baisse du trafic vers l'archipel

Le trafic total après un léger rebond en début d'année, s'inscrit de nouveau en retrait sur le trimestre (-2,9 %, CVS).

En glissement annuel, le trafic total affiche également une diminution (-3,4 %, CVS). Cette évolution annuelle est principalement attribuable à une baisse du trafic maritime (-17,9 %), le trafic aérien enregistrant, quant à lui, une augmentation de 10,2 %.

En ce qui concerne l'activité touristique, le nombre de visiteurs canadiens, qui représentent toujours la part la plus importante des entrées, diminue légèrement sur un an (-0,4 %). Quant aux touristes américains, ils enregistrent une forte progression sur l'année (+21,1 %).



### ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE INÉGALE

La croissance mondiale a marqué le pas au premier trimestre 2014, le taux de croissance annuel s'inscrivant à 2,8 % contre 3,8 % au deuxième semestre 2013. Le FMI a ainsi révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2014, dans un contexte d'aggravation des risques géopolitiques et de perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents. Après 3,2 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,4 % en 2014 puis 4 % en 2015.

La croissance économique a rebondi au deuxième trimestre 2014 aux États-Unis après le ralentissement enregistré au premier trimestre, dû à une importante correction des stocks et un hiver rigoureux. Les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré et d'une politique monétaire accommodante. La reprise de l'investissement devrait être limitée. Le FMI a de nouveau abaissé sa prévision de croissance aux États-Unis à 1,7 % en 2014 après 1,9 % en 2013.

Le PIB de la zone euro est resté stable au cours du deuxième trimestre 2014 après une progression de +0,2 % au trimestre précédent. En particulier, le PIB de l'Allemagne a baissé de 0,2 % au deuxième trimestre en raison d'une contribution négative du commerce extérieur et de la baisse des investissements. Selon le FMI, les risques baissiers demeurent préoccupants. Des chocs défavorables pourraient causer une inflation durablement faible ou une baisse des prix. Après deux années de contraction du PIB, le rythme de croissance passerait à 1,1 % en 2014 mais resterait inégal dans la région.

La France a vu son PIB en volume stagner au deuxième trimestre 2014, comme au premier trimestre. Cette évolution s'explique, à l'instar de l'Allemagne, par un nouveau recul de l'investissement des entreprises et un ralentissement des exportations. Le FMI prévoit une croissance de 0,7 % en 2014 après 0,3 % en 2013.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement devrait légèrement ralentir, à 4,6 % en 2014 et serait suivie d'un rebond à 5,2 % en 2015. En particulier, le ralentissement progressif des performances de l'économie chinoise s'explique par un fléchissement de la demande intérieure lié à la maîtrise de l'expansion du crédit. La croissance devrait également ralentir fortement en Russie, les tensions géopolitiques affaiblissant la demande. Dans les autres pays émergents, le repli de la demande explique une moindre progression de l'investissement et un ralentissement de la croissance.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

**Avertissement méthodologique** : à partir du deuxième trimestre 2013, les données représentées sont, en général, corrigées des variations saisonnières. Le traitement peut être effectué par l'organisme producteur des données ou bien par l'IEDOM (méthode ARIMA X-12)...

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr).

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 30 septembre 2014 – Dépôt légal : Septembre 2014 – ISSN 1952-9619